

# GHT de la Haute-Saône

## Cahier des Clauses Particulières

**Pouvoir adjudicateur :**

Groupe Hospitalier de la Haute-Saône – 2, rue Heymes BP 409 – 70014 VESOUL

**Objet du marché :**

**Fourniture de produits, matériel d'entretien et produits d'hygiène  
pour le GHT de la Haute-Saône**

**Procédure n°26-02:**

**Marché passé en application du Code de la Commande Publique**

Marché de fournitures passé selon une procédure adaptée (MAPA)  
Articles R 2123-1, R 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la commande publique

### **REPONSE DEMATERIALISEE OBLIGATOIRE REMISE D'ECHANTILLONS**

**Date limite de réception des offres :**

**Le jeudi 19 mars 2026 à 12h00**

**Date limite de réception des échantillons :**

**Le jeudi 19 mars 2026 à 12h00**

Les candidats devront adresser leurs demandes de renseignements complémentaires via la  
plateforme dématérialisée <https://www.marches-publics.gouv.fr>

*Le présent document comprend 21 pages et 1 annexe*

# SOMMAIRE

<b>CHAPITRE I – ACHETEUR PUBLIC .....</b>	<b>3</b>
ARTICLE 1. TYPE D'ACHETEUR PUBLIC.....	3
ARTICLE 2. NOM ET ADRESSE OFFICIELS DE L'ACHETEUR PUBLIC.....	3
ARTICLE 3. REFERENTS DU DOSSIER .....	3
<b>CHAPITRE II – DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>4</b>
ARTICLE 4. OBJET DE LA CONSULTATION .....	4
ARTICLE 5. DESCRIPTION DU MARCHÉ .....	4
ARTICLE 6. DUREE DU MARCHÉ ET RECONDUCTION .....	7
ARTICLE 7. LIEUX D'EXECUTION OU DE LIVRAISON .....	7
ARTICLE 8. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ.....	8
ARTICLE 9. AVANCES, RETENUE DE GARANTIE ET ACOMPTES .....	9
<b>CHAPITRE III – PRIX ET REGLEMENTS.....</b>	<b>10</b>
ARTICLE 10. CONTENU ET CARACTERE DES PRIX.....	10
ARTICLE 11. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	11
ARTICLE 12. TITULAIRE ETRANGER.....	13
<b>CHAPITRE IV – EXECUTION .....</b>	<b>14</b>
ARTICLE 13. DUREE D'EXECUTION .....	14
ARTICLE 14. RESPONSABILITE .....	14
ARTICLE 15. QUALITE DES PRESTATIONS .....	14
ARTICLE 16. EVOLUTION DES PRODUITS .....	15
ARTICLE 17. EMBALLAGE ET TYPE DE CONTENANTS .....	15
ARTICLE 18. TRANSPORT .....	15
ARTICLE 19. DEVELOPPEMENT DURABLE.....	16
ARTICLE 20. OPERATIONS DE VERIFICATION .....	16
ARTICLE 21. OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE .....	16
ARTICLE 22. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....	17
ARTICLE 23. EVOLUTION REGLEMENTAIRE .....	18
ARTICLE 24. MODIFICATION DU MARCHÉ PUBLIC .....	18
ARTICLE 25. RESPONSABILITE .....	18
<b>CHAPITRE V – DIFFERENDS ET LITIGES.....</b>	<b>19</b>
ARTICLE 26. PENALITES.....	19
ARTICLE 27. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE .....	19
ARTICLE 28. RESILIATION DU MARCHÉ.....	19
ARTICLE 29. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT .....	19
<b>CHAPITRE VI – DEROGATIONS AU CCAG .....</b>	<b>21</b>
<b>ANNEXE.....</b>	<b>21</b>
ANNEXE 1 – ANNEXE TECHNIQUE AU CCP .....	21

## Chapitre I – Acheteur Public

### Article 1. Type d'acheteur public

---

Etablissement public de santé.

### Article 2. Nom et adresse officiels de l'acheteur public

---

Nom du pouvoir adjudicateur	: Groupe Hospitalier de la Haute-Saône (GH70)
Représentant du pouvoir adjudicateur	: Madame Alexandrine KIENTZY-LALUC Directrice du Groupe Hospitalier de la Haute-Saône
Adresse	: 2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex
Adresse internet	: <a href="http://www.gh70.fr">http://www.gh70.fr</a>
Adresse du profil d'acheteur	: <a href="https://www.marches-publics.gouv.fr">https://www.marches-publics.gouv.fr</a>

### Article 3. Référents du dossier

---

Référent administratif du dossier	: Madame Valentine POISSENOT Cellule des Marchés Publics
Adresse	: Groupe Hospitalier de la Haute-Saône Direction des Opérations, des Projets et de la Transformation Environnementale 2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex

---

Référents techniques du dossier	: Madame Alexia CHRETIEN Cadre de santé, service hygiène hospitalière  Monsieur Emmanuel GRAU Ingénieur restauration, responsable des cuisines
---------------------------------	--

## Chapitre II – Dispositions générales

### Article 4. Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la fourniture de produits, matériels d'entretien et produits d'hygiène pour le Groupe Hospitalier de Territoire de la Haute-Saône (GHT 70).

Le GH 70, établissement support du GHT de la Haute-Saône, ci-après dénommé « Pouvoir Adjudicateur », assure la « fonction achat » pour le compte des établissements suivants :

- EHPAD Villa Saint Joseph - Site de Scey-sur-Saône (établissement parti) ;
- EHPAD Jean Michel - Site de Saulx (établissement parti) ;
- EHPAD Alfred Dornier - Site Dampierre-Sur-Salon (établissement associé).

L'exécution du marché est réalisée par chaque établissement membre du GHT de la Haute-Saône.

### Article 5. Description du marché

#### 5.1. Type de marché

Marché de fournitures : <input checked="" type="checkbox"/>	Marché de services : <input type="checkbox"/>	Marché de travaux : <input type="checkbox"/>	Prestations intellectuelles : <input type="checkbox"/>
---	---	--	--

#### 5.2. Forme du marché

Cette consultation est instruite sous la forme d'une procédure adaptée selon les articles R2123-1 ; R2123-4 ; R2123-5 du Code de la commande publique.

Le marché est un :

- |   |   |   |
|---|---|---|
| • Accord cadre à « bons de commande »                                   | <input checked="" type="checkbox"/> Oui | <input type="checkbox"/> Non            |
| Avec <b>un minimum<sup>(1)</sup></b> en valeur ou quantité              | <input type="checkbox"/> Oui            | <input checked="" type="checkbox"/> Non |
| Avec <b>un maximum<sup>(2)</sup></b> en valeur de <b>140 000,00€ HT</b> | <input checked="" type="checkbox"/> Oui | <input type="checkbox"/> Non            |
| <input checked="" type="checkbox"/> Mono-attributaire                   |   |   |
| <input type="checkbox"/> Multi-attributaires                            |   |   |
| • Marché à tranches   | <input type="checkbox"/> Oui            | <input checked="" type="checkbox"/> Non |
| • Marché réservé  | <input type="checkbox"/> Oui            | <input checked="" type="checkbox"/> Non |
| • Concession  | <input type="checkbox"/> Oui            | <input checked="" type="checkbox"/> Non |

#### 5.3. Allotissement

Marché alloti : ☒ Oui ☐ Non

Les dispositions relatives à l'allotissement figurent aux articles L2113-10 à L2113-11 et R. 2113-1 à R. 2113-3 du Code de la commande publique.

La présente consultation est composée de 6 lots :

Lot n° 1 : Détergent à diluer

Lot n° 2 : Détergent désinfectant

Lot n° 3 : Détergent prêt à l'emploi

**Lot n° 4 : Petit matériel entretien sol**

**Lot n°5 : Matériel pour dépoussiérage surface haute**

**Lot n°6 : Dégraissant nettoyant pour four**

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

Les lots sont traités séparément mais ne sont pas scindables. Chaque soumissionnaire pourra présenter une offre pour un, plusieurs lots, ou pour la totalité des lots. Un candidat pourra se voir attribuer un ou plusieurs lots. Il est rappelé que les candidats n'ont pas la possibilité de présenter des offres variables en fonction du nombre de lots susceptibles d'être attribués.

#### 5.4. Classification CPV (vocabulaire commun des marchés)

Code CPV	Libellé classification CPV
39224300-1	Balais et brosses et autres produits de nettoyage ménager
39830000-9	Produits de nettoyage
39831220-4	Agents dégraissants

#### 5.5. Variantes et Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)

- Variantes obligatoires ☐ Oui ☒ Non
- Variantes facultatives ☐ Oui ☒ Non
- Prestations Supplémentaires Eventuelles obligatoires ☐ Oui ☒ Non
- Prestations Supplémentaires Eventuelles facultatives ☐ Oui ☒ Non

#### 5.6. Quantités prévisionnelles

Les quantités prévisionnelles annuelles sont indiquées dans l'annexe de l'acte d'engagement. Elles sont données à titre indicatif et peuvent varier d'une fourchette de +/- 50%.

#### 5.7. Etendue du marché

Le montant pour l'ensemble des prestations à réaliser est estimé à **40 000€/an**.

L'estimation est donnée à titre indicatif et n'engage pas le GH70. Elle permet au candidat d'apprécier le volume d'achat de la consultation pour une année.

La valorisation estimée pour chacun des lots est la suivante :

Numéro Lot	Montant prévisionnel (€HT/an)
Lot n° 1 : Détergent à diluer	2 500€
Lot n° 2 : Détergent désinfectant	23 000€
Lot n° 3 : Détergent prêt à l'emploi	8 000€
Lot n° 4 : Petit matériel entretien sol	430€
Lot n°5 : Matériel pour dépoussiérage surface haute	1 300€
Lot n°6 : Dégraissant nettoyant pour four	3 000€

#### 5.8. Groupement d'entreprise

Les groupements entre plusieurs candidats sont autorisés :

- Soit un groupement solidaire
- Soit un groupement conjoint.

Le marché sera alors signé avec le mandataire du groupement habilité par les autres membres du groupement.

Chaque membre doit fournir les documents administratifs exigés au présent règlement, sous peine d'élimination du groupement.

Possibilité de présenter pour le marché ou un de ses lots, plusieurs offres en agissant à la fois :

En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements

☒ Oui ☐ Non

En qualité de membres de plusieurs groupements.

☒ Oui ☐ Non

Afin d'assurer la bonne exécution du marché, le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône se réserve le droit de transformer un groupement conjoint en groupement solidaire à la signature du marché.

Conformément aux articles R. 2142-25 et R. 2342-12 du CCP l'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale, il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché.

Le prestataire, qu'il soit unique ou en groupement, devra réunir les compétences pluridisciplinaires en lien avec l'objet du marché.

#### **5.9. Sous-traitance**

Le candidat peut, sous sa responsabilité, sous-traiter une partie des prestations en application de l'article L 2193-3 du CCP.

Le candidat peut présenter son ou ses sous-traitants à la personne publique, soit à la remise de son offre, soit en cours d'exécution du marché.

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit au Groupe Hospitalier de la Haute-Saône une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

#### **5.10. Marché de fournitures et livraisons complémentaires**

En application de l'article R.2122-4 du code de la commande publique, le GH 70 se réserve la possibilité de conclure avec le titulaire, des marchés sans publicité ni mise en concurrence préalable ayant pour objet la livraison de fournitures complémentaires destinées soit au renouvellement partiel de fournitures ou d'installations soit à l'extention de fournitures ou

d'installations existantes lorsque le changement de fournisseur obligerait l'acheteur à acquérir des fournitures ayant des caractéristiques techniques différentes entraînant une incompatibilité ou des difficultés techniques d'utilisation et d'entretien.

## **Article 6. Durée du marché et reconduction**

---

L'article L211-5 du Code de la commande publique définit le régime de la durée des marchés publics.

L'accord-cadre s'exécutera à compter du **lundi 22 juin 2026** jusqu'au **07 novembre 2027** inclus.

Dans l'hypothèse où la date de notification serait postérieure au **lundi 22 juin 2026**, **le point de départ de la durée initiale de l'accord-cadre correspond à la date de sa notification.**

En application de l'article R2112-4 du Code de la commande publique, le marché pourra être reconduit trois fois par période de **12 mois**.

La reconduction se fera de manière tacite. Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction. La durée totale du marché ne pourra ainsi excéder le **06 novembre 2029**.

En cas de non reconduction, le titulaire en sera averti au plus tard deux mois avant la fin du marché. Dans ce cas, le titulaire reste engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

La non-reconduction du marché par le GH70 ne peut ouvrir droit à indemnité au profit du titulaire. Les commandes émises avant la date d'échéance du marché demeurent exécutables jusqu'au dernier jour du marché.

En fin de marché, ou en cas de non reconduction, le titulaire s'engage à poursuivre les prestations jusqu'à mise en place effective du nouveau marché, dans les conditions identiques au présent marché.

## **Article 7. Lieux d'exécution ou de livraison**

---

### **7.1. Lieu de livraison**

Les livraisons sont à effectuer du lundi au vendredi du 8h00 à 12h00 aux adresses suivantes :

- **Site de Vesoul : - Magasin général- PPL- Rue Lucie et Raymond Aubrac – 70000 Vesoul**
  - **Cuisine Centrale – Anciens quais- Rue Lucie et Raymond Aubrac – 70000 Vesoul**
- **EHPAD Villa Saint Joseph – 13 Rue de la Croix de Pierre – 70360 Scey sur Saône**
- **EHPAD Jean Michel – 18 Grande Rue – 70240 Saulx de Vesoul**
- **EHPAD Alfred Dornier – 11 Rue Alfred Dornier – 70800 Dampierre Sur Salon**

### **7.2. Impératif technique**

Seul le site de Vesoul est équipé de quai de déchargement, les camions de livraison devront donc être munis d'un hayon.

### **7.3. Modalité de livraison**

Toutes les fournitures livrées seront accompagnées d'un bon de livraison comportant les renseignements suivants :

- nom du titulaire du marché et son adresse,
- date de livraison,
- référence de la commande,
- nature exacte de la marchandise,
- quantités livrées,
- prix unitaires et totaux

Les livraisons auront lieu obligatoirement en présence d'une personne habilitée à les réceptionner sous peine de refus et de renvoi au frais du titulaire.

Toute livraison égarée, ou ayant été déposée sans avoir été réceptionnée par le Pouvoir Adjudicateur ou encore ayant été déposée sans respecter le lieu de livraison, le jour et les heures indiqués dans le bon de commande, engagera la responsabilité du titulaire du marché et ne pourra pas être facturée à la personne publique.

La réalisation d'une nouvelle livraison dans les conditions prévues dans le bon de commande devra intervenir dans les plus brefs délais, et demeurera à la charge du titulaire du marché.

## **Article 8. Pièces contractuelles du marché**

---

Les documents généraux non joints sont réputés connus du titulaire du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessous.

### **8.1. Pièces particulières**

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et son annexe (annexe financière) ;
- Le présent cahier des clauses particulières et son annexe ;
- L'offre détaillée du candidat.

### **8.2. Pièces générales**

- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services en vigueur. Ce document n'est pas joint au présent marché mais les candidats déclarent expressément le connaître, s'y référer et l'accepter.

### **8.3. Pièces à délivrer au titulaire du marché**

#### **8.3.1 Notification**

Le pouvoir adjudicateur fera parvenir une copie de l'acte d'engagement par voie dématérialisée via la plateforme PLACE. La notification transforme la consultation en marché et le candidat en titulaire.

#### **8.3.2 Nantissement et cession de créance**

Si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, il devra en faire la demande au GH70, accompagnée de la copie de l'acte d'engagement qui lui a été délivrée s'il ne souhaite pas recevoir un certificat de cessibilité.

L'acte d'engagement complété ou un certificat de cessibilité complété et signé sera envoyé au titulaire en exemplaire unique par lettre recommandée. Il est à noter que le GH70 ne sera pas, en cas de perte, autorisé à délivrer un duplicata de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité.



## **Article 9. Avances, retenue de garantie et acomptes**

---

### **9.1. Avances**

Aucune avance n'est accordée au titulaire du marché.

### **9.2. Retenue de garantie**

Il n'est pas prélevé de retenue de garantie sur les versements faits au titulaire du marché.

### **9.3. Acomptes et paiements partiels**

Sans objet.

## Chapitre III – Prix et règlements

### Article 10. Contenu et caractère des prix

#### 10.1. Forme des prix

La monnaie du marché est l'EURO.

#### 10.2. Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autre frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison, à l'installation, aux pièces détachées, aux essais de bon fonctionnement, à l'hébergement et au déplacement.

Les prix s'entendent tous frais annexes inclus pour les marchandises **livrées franco de port et d'emballage, sans minimum en valeur ou en quantité**, sur le lieu de livraison désigné sur le bon de commande.

Le BPU se trouve en annexe de l'acte d'engagement.

Chaque candidat indiquera le prix hors taxe et le prix toutes taxes comprises.

#### 10.3. Détermination et révision des prix

Les prix sont fermes pour la première année d'exécution du marché.

A la date d'anniversaire du marché, les prix seront soit maintenus identiques, soit révisables. S'il y a révision, celle-ci pourra s'opérer soit à la hausse soit à la baisse par négociation entre le titulaire et le GH 70. Les nouveaux tarifs devront alors être proposés au pouvoir adjudicateur **au moins trois mois avant le début de la nouvelle période**. Le silence du titulaire, au-delà de cette date, sera assimilé à une proposition de maintien des prix unitaires en vigueur pour cette nouvelle période d'exécution.

**Clause butoir** : Afin de garantir les établissements du GHT 70 contre tout risque d'augmentation excessive des prix de la prestation, la variation des prix ne pourra en aucun cas excéder le prix initial de 2%.

**Clause de sauvegarde** : Dans le cas où les prix pratiqués par le titulaire ne pourraient satisfaire à la clause butoir, le GH 70 se réserve la possibilité de résilier le marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

#### 10.4. Recours au catalogue

Si au cours du marché, le pouvoir adjudicateur a ponctuellement besoin d'un article non référencé dans le tableau des besoins, il se réserve la possibilité de faire appel au titulaire du présent marché. Dans ce cas, le candidat précisera dans son offre, le pourcentage qu'il consent à accorder sur son prix catalogue.

#### 10.5. Remise catalogue et remise logistique

Le candidat devra proposer dans le BPU (annexe de l'acte d'engagement) :

- **une remise de prix en pourcentage sur son catalogue général** (le catalogue et le tarif général devront donc être impérativement joints à l'offre) permettant aux établissements du GHT de recourir à ce

catalogue en cas de besoins nouveaux ou spécifiques se rapportant d'une fourniture non référencée dans l'état des besoins, dans la limite de 10% du montant total du marché ;

- **des remises logistiques incitatives** : afin d'inciter à une gestion plus écoresponsable des approvisionnements, le candidat proposera une remise de prix en pourcent qui s'appliquera pour le Pouvoir Adjudicateur si celui-ci s'engage à respecter une certaine fréquence de livraison et/ou à commander une certaine quantité de produit (définie par un nombre de colis ou de palettes par exemple).

## 10.6. Modalités d'escomptes

Le candidat peut faire une proposition d'escompte dans le cas où le Pouvoir Adjudicateur procède au paiement anticipé à 30 jours. Le candidat pourra présenter sur le BPU (annexe de l'acte d'engagement) les modalités nécessaires à l'obtention d'escompte. Le candidat présentera également les taux pouvant être obtenus et les prérequis pour les obtenir.

## Article 11. Modalités de règlement des comptes

---

### 11.1. Présentation des demandes de paiement

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique.

La facture devra comporter les mentions suivantes :

- Nom et adresse du titulaire ;
- Numéro de son compte bancaire tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- Date de la facture ;
- Référence du marché ;
- Numéro de la commande ;
- Désignation de la prestation réalisée ou de la fourniture livrée ;
- Montant net HT de la prestation réalisée ou de la fourniture livrée ;
- Taux et montant de la TVA ;
- Le montant net TTC de la prestation réalisée ou de la fourniture livrée ;
- Les montants nets totaux HT et TTC de la facture.

La facturation est à terme échue.

### 11.2. Transmission des factures

Dans le cadre de la **modernisation de l'action publique** et dans un souci d'amélioration du délai de traitement des factures, l'Etat français s'engage pour la dématérialisation du traitement de ses factures.

A cette fin, une **solution** informatique **gratuite et sécurisée, Chorus Pro**, est mise à votre disposition afin **de transmettre vos factures sous forme dématérialisée**.

L'utilisation de ce portail devient **obligatoire** pour toutes les factures adressées à une personne publique à compter du 1er janvier 2017, dans le respect du calendrier définit par la loi du 3 janvier 2014.

Chorus Pro vous apporte des gains de temps dans l'envoi, le traitement et le suivi de vos factures. Elle permet aussi l'économie des coûts d'envoi postal et d'archivage papier. Vous bénéficiez également de nouveaux services comme le suivi en ligne de l'état de traitement des factures émises ou la possibilité d'adresser une question via l'espace assistance dédié.

### Dématérialisation des factures pour le Groupe Hospitalier de la Haute Saône

Vos factures dématérialisées adressées au GHT 70 devront comporter les informations suivantes :

° Le **numéro de SIRET**, qui identifiera **Groupe Hospitalier de la Haute-Saône** en tant que destinataire de la facture : **267 006 617 00109**

° Le **code service** qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure.

0205	Service hôtelier et général
------	-----------------------------

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation à la facturation électronique.

Les conséquences d'une orientation erronée des factures dans un autre service de l'établissement, voire hors du GHT 70, sont imputables au seul contractant.

Tout paiement sera fait par le comptable assignataire du GHT 70 :

***Trésorerie des établissements hospitaliers de la Haute-Saône (TEHHS)***  
***Groupe Hospitalier 70***  
***2 rue René Heymès***  
***70 000 VESOUL Cedex***

Le paiement s'effectuera par virement dans un délai maximum de 50 jours à compter de la date de réception de la facture ou de la date d'exécution de la prestation, si celle-ci lui est postérieure.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable public quand les justificatifs produits sont insuffisants ou en cas de différend sur les sommes dues au titulaire.

### **Dématérialisation des factures pour l'EHPAD Jean Michel à Saulx de Vesoul**

Vos factures dématérialisées adressées à l'EHPAD Jean Michel de Saulx devront comporter les informations suivantes :

° Le **numéro de SIRET**, qui identifiera l'EHPAD Jean Michel à Saulx en tant que destinataire de la facture : 267 000 057 00013

° L'EHPAD Jean Michel de Saulx ne dispose pas de code service, l'ensemble des factures transmises par Chorus Pro arrive au service unique réceptionneur à savoir les Services Economiques.

° Le **numéro d'engagement** que vous trouverez sur le bon de commande.

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation à la facturation électronique.

Les conséquences d'une orientation erronée des factures dans un autre établissement que celui de l'EHPAD Jean Michel de Saulx, sont imputables au seul contractant.

### **Dématérialisation des factures pour l'EHPAD Saint Joseph à Scey-sur-Saône**

Vos factures dématérialisées adressées à l'EHPAD St Joseph de Scey devront comporter les informations suivantes :

° Le **numéro de SIRET**, qui identifiera l'EHPAD St Joseph de Scey en tant que destinataire de la facture : 267 000 081 00013

° L'EHPAD St Joseph de Scey ne dispose pas de code service, l'ensemble des factures transmises par Chorus Pro arrive au service unique réceptionneur à savoir les Services Economiques.

° Le **numéro d'engagement** que vous trouverez sur le bon de commande.

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation à la facturation électronique.

Les conséquences d'une orientation erronée des factures dans un autre établissement que celui de l'EHPAD St Joseph de Scey, sont imputables au seul contractant.

### Dématérialisation des factures pour l'EHPAD Alfred Dornier à Dampierre-sur-Salon

Vos factures dématérialisées adressées à l'EHPAD Alfred Dornier de Dampierre devront comporter les informations suivantes :

- ° Le numéro de SIRET, qui identifiera l'EHPAD Alfred Dornier de Dampierre en tant que destinataire de la facture : 267 000 107 00016

- ° L'EHPAD Alfred Dornier ne dispose pas de code service, l'ensemble des factures transmises par Chorus Pro arrive au service unique réceptionneur à savoir les Services Economiques.

- ° Le numéro d'engagement que vous trouverez sur le bon de commande.

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation à la facturation électronique.

Les conséquences d'une orientation erronée des factures dans un autre établissement que celui de l'EHPAD Alfred Dornier de Dampierre, sont imputables au seul contractant.

## Article 12. Titulaire étranger

---

La monnaie de compte des marchés est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

### Article 13. Durée d'exécution

---

La durée d'exécution du marché court à compter de la date de début du marché indiqué à l'article 6 du présent Cahier des Clauses Particulières, jusqu'à l'exécution de la dernière prestation, même si celle-ci est opérée au-delà du terme du marché.

### Article 14. Responsabilité

---

Le titulaire demeure responsable des dommages commis par son personnel lors de ses interventions dans les locaux du Pouvoir Adjudicateur.

### Article 15. Qualité des prestations

---

#### 15.1. Quantités attendues

Les quantités prévisionnelles annuelles pour chaque lot sont basées sur la consommation de l'année n-1, elles sont précisées dans le BPU (Quantités, Utilisation et Caractéristiques).

Ces quantités sont fournies à titre indicatif et n'ont pas valeur contractuelle. Elles pourront varier dans une fourchette de plus ou moins 30%.

#### 15.2. Respect des besoins et normes

Les produits proposés doivent impérativement répondre aux spécificités techniques décrites au sein de l'annexe du CCTP. Si un produit d'un lot ne répond pas aux spécificités techniques décrites, la candidature du soumissionnaire pour le lot concerné sera écartée.

Les exigences générales et particulières sont développées ci-après.

**Marquage CE** : Les références proposées devront être conformes aux normes françaises et européennes actuellement en vigueur pour ce type d'articles

**Étiquetage** : L'étiquetage des produits doit respecter le règlement n°1272/2008 du parlement Européen – règlement dit « CLP ».

Pour les lots relatifs à un usage en unité de production culinaire, les articles devront être en conformité avec les méthodes HACCP et être agréés pour le contact alimentaire.

#### 15.3. Qualité de la prestation

Les prestations de services et fournitures doivent être conformes aux spécifications techniques décrites dans le Cahier des Clauses Particulières.

#### 15.4. Evolution technologique et réglementaire

Le titulaire devra se conformer à tous les textes législatifs réglementaires (lois et décrets), normes et spécifications en vigueur et entrant dans le cadre de ce marché.

## Article 16. Evolution des produits

---

Toute modification intervenant en cours de marché sur un ou plusieurs produits doit obligatoirement et dès que possible faire l'objet d'une information auprès du pouvoir adjudicateur, lequel doit fournir son accord notamment si la modification porte sur la composition du produit ou sa contenance.

Ces modifications peuvent par exemple concerner, mais ne se limitent pas à :

- ✓ changement de référence
- ✓ changement de conditionnement
- ✓ changement sur le produit.

## Article 17. Emballage et type de contenants

---

En application de l'article 20 du CCAG FCS Les emballages devront être conformes à la législation en vigueur à l'égard des produits, objets du marché.

Le titulaire s'engage à respecter l'intégrité absolue des emballages et des conditionnements. Toute anomalie sera sanctionnée par le refus de la marchandise.

Le titulaire, dans la mesure du possible utilise des contenants réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés. Il veille également à en réduire les quantités, en volume et en poids.

Le titulaire s'engage, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur et les spécificités des produits, à privilégier la livraison en vrac plutôt que par unité distincte.

Les emballages restent la propriété du titulaire. Celui-ci doit les collecter en vue de leur recyclage ou de leur réutilisation.

## Article 18. Transport

---

En application de l'article 21 du CCAG FCS le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

Celui-ci sera, dans tous les cas, exclusivement responsable des accidents pouvant se produire, même s'il fait emploi, pour le transport, le déchargement et la livraison des marchandises, de tout ou partie du matériel ou d'objets appartenant à l'établissement. Les emballages dans lesquels auront lieu les livraisons seront déduits du poids, les marchandises seront fournies au poids net, abstraction faite de toute tare.

Le non-respect des dispositions ci-dessus peut entraîner le refus de la livraison. Les frais en résultant sont à la charge du titulaire.

L'inspection des véhicules pourra être exigée. Toute non-conformité entraînera le refus de la marchandise au tort exclusif du titulaire du marché.

## Article 19. Développement durable

---

Les candidats devront indiquer dans le mémoire technique toutes les mesures mises en œuvre pour répondre aux enjeux environnementaux et réduire l’empreinte carbone de leur activité liée au présent accord-cadre.

Ces mesures portent sur les actions visant à améliorer la performance en matière de protection de l’environnement des candidats en termes de gestion des déchets produits lors de l’exécution des prestations (utilisation de filières de recyclage, gestion du tri).

Le mémoire technique devra en outre comporter une évaluation de la toxicité des produits fournis ainsi que de leur impact sur l’environnement.

Le soumissionnaire est également invité à transmettre avec son mémoire technique :

- ✓ Le mode et préconisations d’utilisation si besoin ;
- ✓ Les certificats afférents au label écologique ou équivalent du produit ;
- ✓ Les certificats de conformité aux normes ou équivalents ;
- ✓ Les test d’hypoallergie ou équivalent.

Pour les articles demandés dans les lots 4 et 5 (respectivement petit matériel entretien sol et matériel dépoussiérage surface haute), une attention particulière sera portée à l’utilisation de matériaux biosourcés, issus du recyclage et/ou durables de manière générale au moment de l’évaluation des offres.

## Article 20. Opérations de vérification

---

Par dérogation à l’article 20 du CCAG Fournitures courantes et Services, les risques afférents au transport des fournitures jusqu’à leur lieu de destination incombent totalement au titulaire, qui doit également vérifier avant la livraison les moyens d’accès au site, le parcours à réaliser dans l’établissement et tous les autres éléments nécessaires à la livraison de la prestation.

## Article 21. Obligations générales du titulaire

---

Pendant toute la durée du marché, le titulaire s’engage à maintenir une qualité constante dans la réalisation des prestations.

### 21.1. Obligation générale

Les soumissionnaires devront fournir tous les documents attestant de leur qualité professionnelle, de leur autorisation à exercer, de leur numéro d’agrément.

Pour le cas où ils seraient amenés à sous-traiter une partie de leur prestation, les soumissionnaires seront tenus de fournir le numéro d’agrément de leur sous-traitant.

### 21.2. Changements affectant le titulaire

Le titulaire s’engage à informer le GH70 de tout changement survenant au cours du marché affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter ;
- la forme de l’entreprise ;
- la raison sociale de l’entreprise ou sa dénomination ;
- son adresse ou son siège social ;
- la cession d’une ou de différentes activités ;
- l’acquisition d’une nouvelle activité ;
- son adresse bancaire, ...



et lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB ou un RIP.

**Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.**

Le paiement des factures sera suspendu tant que le GH70 ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant ou certificat administratif.

### **21.3. Protection de la main-d'œuvre**

Le titulaire se doit de respecter les obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail dans l'entreprise.

Il est responsable du respect de celles-ci par ses sous-traitants éventuels.

### **21.4. Assurance**

Le titulaire déclare avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile et /ou professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages occasionnés par l'exécution du marché. Le titulaire s'engage à s'assurer contre le risque de tout dommage de quelque nature que ce soit, pouvant intervenir sur les lieux d'exécution des prestations ou en connexion avec lesdites prestations, et imputables directement ou indirectement à l'un de ses employés et / ou à leurs prestations.

Le titulaire s'engage à communiquer une attestation de ladite assurance dès que le GH70 en fait la demande, pendant toute la durée d'exécution du présent marché.

### **21.5. Discretion et confidentialité**

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché. Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Le GH70 s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, reçues du titulaire.

## **Article 22. Protection des données à caractère personnel**

---

### **22.1. Description du traitement**

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE)

2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 ainsi que la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée.

Le sous-traitant (cette notion s'entendant dans le présent article exclusivement au sens de sa définition dans le RGPD) est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le service définis dans le présent contrat.

L'expression « sous-traitant », pour l'application du présent article, désigne le titulaire du marché.

L'expression « le responsable du traitement » est le pouvoir adjudicateur.

Les données à caractère personnel traitées sont les données relatives aux établissements qui comportent des données sur les noms, prénoms, coordonnées des interlocuteurs susceptibles d'intervenir en cours d'exécution du marché.

Les opérations qui pourront être réalisées sur ces données sont lecture, écriture, transmission, suppression, interrogation, élaboration de statistiques. Enfin les finalités de ce traitement sont les formalités nécessaires au présent marché.

## **22.2. Obligation du sous-traitant**

Conformément au RGPD le sous-traitant s'engage à :

- Traiter les données pour les seules finalités qui font l'objet de la sous-traitance ;
- Traiter les données uniquement pour la durée du marché ;
- Traiter les données conformément aux instructions du présent contrat ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel respectent la confidentialité et la sécurité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Signaler immédiatement toute fuite de données.

## **Article 23. Evolution réglementaire**

---

Le titulaire s'engage à appliquer sans délai, toutes les évolutions réglementaires qui pourraient survenir en cours d'exécution du marché.

## **Article 24. Modification du marché public**

---

Clauses de réexamen de contrat :

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier le marché dans les conditions prévues aux articles R.2194-1 à R.2194-10 du code de la commande publique.

Les équipements dans le cadre du marché pourront évoluer par rapport aux quantités figurant à l'annexe du présent CCAP.

## **Article 25. Responsabilité**

---

Le titulaire demeure responsable des dommages commis par son personnel lors de ses interventions dans les locaux des différents sites du GHT 70.

Il couvre la responsabilité résultant des accidents de trajet ou de travail qui pourraient survenir à ses agents du fait ou à l'occasion de l'exécution du marché.

## Chapitre V – Différends et litiges

### Article 26. Pénalités

En cas de non-respect des délais de livraison indiqués dans les bons de commande mentionnés dans l'article 7.3, et déterminés sur la base du mémoire technique fourni par le titulaire, des pénalités de retard seront appliquées sans mise en demeure préalable, sauf cas de force majeure ou cause exonératoire admise par le Pouvoir Adjudicateur. Les pénalités seront calculées par l'application de la formule suivante :

$$P = [(V \times R) / 200] + 75$$

- *P : désigne le montant des pénalités ;*
- *V : désigne la valeur des prestations non entièrement réalisées ou souffrant d'un manquement aux stipulations ou exigences des marchés ;*
- *R : le nombre de jours de retard par rapport au délai imposé sur le bon de commande.*

En cas de non-respect des caractéristiques techniques proposées dans l'offre, le pouvoir adjudicateur pourra appliquer une pénalité forfaitaire de 50€ par manquement constaté.

### Article 27. Exécution aux frais et risques du titulaire

En cas de résiliation aux torts du titulaire, ou dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus aux marchés ou sur le bon de commande, le GH70 pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

### Article 28. Résiliation du marché

En cas d'incident grave ou répété ou plus généralement, constatant le défaut des obligations contractuelles de l'attributaire du présent marché, susceptibles d'engager la qualité ou la sécurité de la prise en charge des patients ou affectant les personnels des structures, le GH70 pourra résilier, sans indemnités, le présent marché après avoir invité le titulaire à présenter des explications dans un délai approprié. En ces termes, le CCAG FCS s'appliquera de plein droit.

### Article 29. Droit applicable et tribunal compétent

L'instance chargée des procédures de recours ainsi que le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est :

**Tribunal Administratif de Besançon,**

30 Rue Charles Nodier,

25000 BESANCON

Tel 03.81.82.60.00

Fax : 03.81.82.60.01

Mail: [greffe.ta-besancon@juradm.fr](mailto:greffe.ta-besancon@juradm.fr)

L'Organe chargé des procédures de médiation est :

**Le Comité consultatif interrégional du règlement amiable des litiges**

Préfecture de Meurthe-Et-Moselle  
1, rue du Préfet Claude Erignac,  
54038 Nancy Cedex  
Tel : 03-83-34-25-23  
Fax : 03-83-34-22-24

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

- référé précontractuel : depuis le début la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (article L551-1 et suivants du code de justice administrative) ;

- référés contractuels : après la signature du contrat dans un délai de 31 jours à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées ou dans un délai de 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée (article L551-13 et suivants du code de justice administrative) ;

- recours en contestation de validité exercé par tout tiers ou concurrent évincé, introduit dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, notamment la publication d'un avis d'attribution.

Le cas échéant, ce recours pourra être assorti d'un référé-suspension (article L521-1 du code de justice administrative).

## Chapitre VI – Dérogations au CCAG

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services :

Articles du présent CCP	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Objet
Article 8	Article 4.1	Ordre de priorité des pièces du marché
Article 20	Article 20	Risques afférents au transport
Article 26	Article 14	Pénalités
Article 27	Article 36.1	Exécution aux frais et risques du titulaire

## Annexe

### Annexe 1 – Annexe technique au CCP

- Ce document est annexé au présent document